

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 511 - 25 janvier 1990 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

- | | | | |
|-------------------------|---|------------------------|---|
| • LUMIÈRE ET CULTURE | | • L'ACTUALITÉ EN BREF | 7 |
| • LE 25 A LA PRÉFECTURE | | • MANIF POUR LA SÉCU | |
| • LYCÉES | | • TRANSPORTS EN COMMUN | |
| • UNE MILITANTE | | • AÉROSPATIALE | |
| • DEJOIE - LIBERTÉ | 2 | • Mort d'A. MORICE | |
| • CAR-FERRIES ET NAVALE | 7 | • DERNIÈRE MINUTE | 8 |

VOUS POUVEZ COMPTER SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Plus les jours passent et plus il devient évident pour les gens que la droite et le P.S. - dont la politique commune actuelle fait tant de mal - sont les initiateurs de la campagne anti-communiste démentielle qui va du mensonge à la censure, de la falsification à l'insulte, de la déformation à la haine.

Chaque jour révèle à sa façon que les causes de cette campagne sont bien de tenter de museler, de freiner voire de casser le seul Parti qui invite les gens à se rassembler pour se défendre contre les mauvais coups et pour que ça change en proposant une autre politique, en montrant qu'ensemble il est possible d'imposer d'autres choix.

Certains, en Loire-Atlantique, espérant que leurs désirs puissent devenir réalité, entendent apporter leur pierre à cette violente campagne.

Ainsi Elisabeth Hubert, dont les fins de mois n'ont sans aucun doute rien de commun avec ceux des fonctionnaires ou des employés de banque, s'étonne qu'il puisse encore y avoir des communistes sur les photos qui portent l'équipe municipale de Nantes.

Gilles BONTEMPS,

Secrétaire Fédéral de la Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français.

De son côté, pour ne pas être en reste, le maire R.P.R. de Vertou, Luc Dejoie, au nom de la liberté sans doute, s'est cru autorisé à interdire la parole à Michel Gouty, élu communiste, lors de la dernière réunion du Conseil Municipal. Curieuse conception de la liberté qu'il dit si haut défendre ailleurs. Curieux aussi le silence complice de ceux qui à gauche, ont couvert cette atteinte à la démocratie dans cette assemblée.

Mais que les uns et les autres ne se fassent aucune illusion, quels que soient les moyens qu'ils utilisent, les communistes n'entendent pas se laisser impressionner.

Nombreux sont ceux qui aujourd'hui, des lycéens aux employés de banque, des cheminots aux fonctionnaires, des salariés de l'aéronautique aux personnels de la santé, constatent que la seule force politique qui les soutient dans leur lutte contre le pouvoir, c'est le Parti Communiste Français.

Les communistes entendent poursuivre leurs efforts de rassemblement pour faire voter le SMIC à 6500 F à l'Assemblée Nationale ; ils appellent à faire de la manifestation de la C.G.T. le 1^{er} février à Saint-Nazaire un grand rassemblement pour la défense de la protection sociale et des retraites mises en cause par le gouvernement et par le ministre Evin ; pour contraindre la Direction des Chantiers de l'Atlantique et le Conseil Régional de Bretagne à construire les deux cars-ferries à Saint-Nazaire ; à amplifier la lutte pour le logement, pour la défense des libertés syndicales, pour les salaires et les conditions de travail, etc.

Oui, l'heure est bien à la riposte face à la politique d'austérité et à la campagne anti-communiste qui l'accompagne.

Les salariés qui ont besoin d'un Parti communiste fort et actif peuvent compter sur lui. Il ne se laissera pas détourner de sa mission : unir pour se défendre, unir pour que ça change. C'est ce qui est au cœur des assemblées populaires de renforcement. C'est ce qui sera au cœur du grand meeting qui se tiendra avec Georges MARCHAIS, secrétaire général du P.C.F., à Nantes, en avril.

La venue du secrétaire général donne toute la dimension de la riposte qu'entendent développer les communistes de ce département. Et nous invitons chacune et chacun à s'engager dès à présent dans la préparation de cette soirée.

GRAND MEETING

avec

**Georges
MARCHAIS**

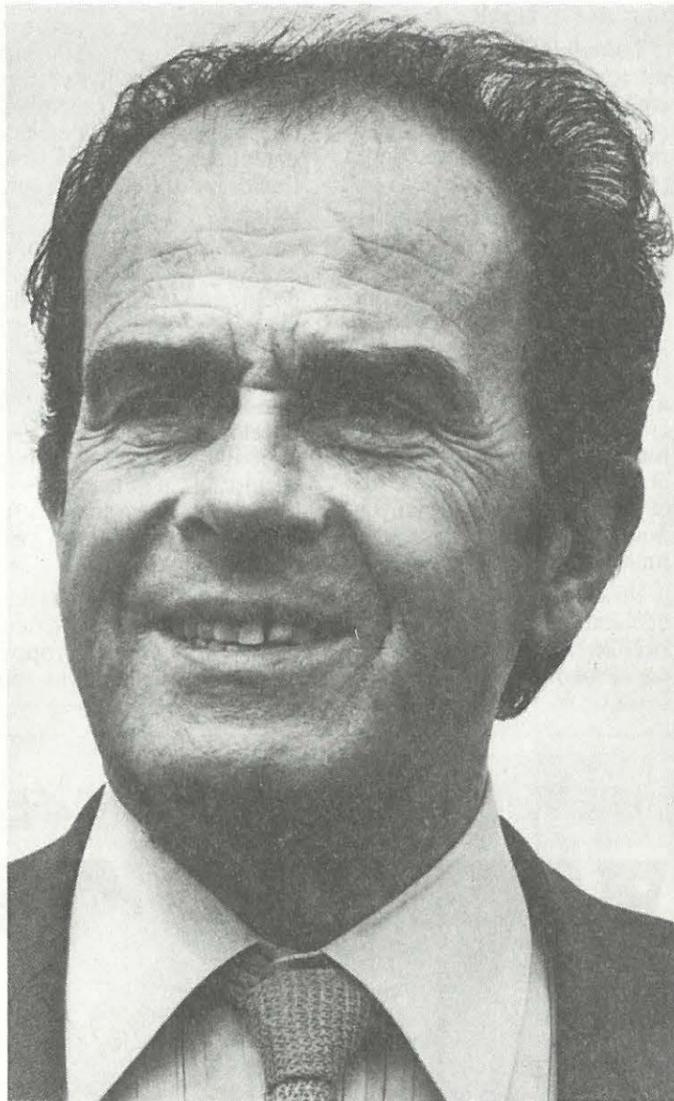
EN

AVRIL

A

NANTES

•
**Sections
et cellules,
dès à présent,
prenez
les inscriptions
pour
les transports
en cars
qui sont
organisés**



jusqu'au
27 janvier 1990

-10%

avant inventaire, sur nos rayons :

Blanc
Lingerie
Chemiserie
Couvertures
Couettes
Literie

Et sur le vêtement de travail
Fermé mardi 30 janvier pour inventaire

arroquet

100 ANS D'EXPERIENCE A VOTRE SERVICE

1, allée Duguay-Trouin - NANTES - Tél. 40.47.40.16

LUMIÈRE ET CULTURE

A l'occasion d'un appel d'offres pour un projet d'éclairage visant à mettre en valeur la base sous-marine et les équipements portuaires de Saint-Nazaire, Roger Dallerac, au nom du groupe communiste a déclaré au conseil municipal :

«... Le groupe communiste est favorable à la création artistique, aussi diverse soit-elle. Nous avons toujours soutenu les projets de cette nature.

Nous voterons ce soir cette délibération vous autorisant à faire la demande de subvention au F.E.D.E.R.

Toutefois, après avoir étudié ce projet, après avoir participé à la commission culturelle, nous posons deux questions et nous faisons deux propositions.

Je commencerai par les propositions. Vous venez de dire, monsieur le Maire, que les responsables du port étaient enthousiasmés par ce projet. Eh bien, prenons-les au mot. Proposons-leur de participer à ce projet avec nous, financièrement. Adressons-nous à toutes les entreprises du port et demandons-leur de nous aider à réaliser ce projet. Ils pourront ainsi exercer le mécénat industriel.

Nous prenons acte de la déclaration de Madame Bouillé (adjointe à la culture) concernant les intentions du F.E.D.E.R. Nous pensons

que sans participations financières extérieures, nous ne pourrions pas réaliser.

Ensuite, nous pensons qu'il faut étaler la réalisation sur 2 exercices étant donné la lourdeur des coûts (6 750 000 F).

Deux questions maintenant.

1 - Comment se situe ce projet par rapport aux aspirations des nazairiens? Plusieurs enquêtes ont révélé que la première de leurs demandes, c'est la construction d'une vraie salle de spectacles.

2 - Comment se positionne ce projet dans le plan global de développement de la ville? Des projets de ce type ne bloquent-ils pas toute autre possibilité pour d'autres investissements. Le plan global de développement prévoit 15 000 000 F sur cinq ans pour la culture. Ce qui signifie que le budget culture serait entièrement dépensé dans cette réalisation.

Voilà les questions auxquelles nous souhaitons que vous répondiez et les propositions que nous voulions vous faire».

POUR LE SMIC A 6 500 F, LE 25 JANVIER A LA PREFECTURE

Le 25 janvier, une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français se rendait à la Préfecture pour déposer plusieurs milliers de cartes-pétitions recueillies dans notre département pour exiger le SMIC à 6 500 F.

Le SMIC à 6 500 F, est, répétons-le, une exigence réaliste, moderne.

Réaliste, parce que les moyens existent de satisfaire cette revendication minimum. Les profits réalisés par les sociétés capitalistes n'ont jamais été aussi élevés. Les résultats enregistrés à la Bourse de Nantes ne le démentent pas. La spéculation à laquelle se livrent ces féodaux de la finance et de l'industrie est un vaste gâchis, et les dépenses militaires, par exemple, seraient utilement réduites pour un véritable effort d'éducation nationale. Les privilégiés de la fortune voient croître et embellir leurs fortunes et leurs privilèges. Exiger que le salaire minimum soit porté à 6 500 F, ce qui n'est pas le pactole, leur paraît incongru, ringard, anti-économique. En Loire-Atlantique, des dizaines de milliers de personnes sont obligées de se contenter de moins que cela, sur la dernière colonne de leur feuille de paie.

Le tableau est incomplet si l'on oublie les chômeurs, peu ou pas indemnisés, les TUC, les SIVP, les retraités aux très maigres pensions.

Le SMIC à 6 500 F, c'est une exigence vraiment moderne. Qui contesterait sérieusement que boucler un budget

familial avec une telle somme n'autorise pas de dépenses somptuaires, de folles nuits au casino de La Baule, de vacances au Bahamas, ni de spéculations effrénées sur le dollar, ou le yen, ou le deutchmark?

On sait que les députés communistes avaient déposé en 1989 un projet de loi visant ainsi à porter, par un vote à l'Assemblée, le SMIC à 6 500 F.

Mais aucun parlementaire de Loire-Atlantique n'a soutenu cette proposition. Que ce soit Madame Dieulangard, Messieurs Ayrault ou Floch, qui pourtant ne manquent de bavarder sur le «social».

Faut-il conclure que des salaires étriés, c'est réaliste? Que l'engloutissement de profits vertigineux dans la spéculation, ce n'est pas dangereux?

Dans tous les cas, le SMIC à 6 500 F, et plus généralement l'augmentation substantielle des salaires reste une revendication urgente. Les luttes qui se développent dans le département en témoignent bien, et de plus en plus. Les communistes continueront d'agir sans relâche pour qu'elle se concrétise: la délégation du 25, des milliers de signatures recueillies constituent un encouragement et une invitation à poursuivre l'action.

LYCÉES

Les "sardines" cherchent une clé pour les problèmes de leurs boîtes

18 janvier, dans les rues de Nantes, les lycéens manifestaient avec énergie leur mécontentement. Ils étaient 2 000 à réclamer des locaux pour «remplacer les bocaux». Des lycéens de tous les lycées, de Guist'hau à Basse-Goulaine qui jugent, avec raison, que la situation est devenue intolérable, et qui le disent très haut et très fort, dans une démonstration plutôt joyeuse - saluant au passage leurs aînés salariés de la BNP, ou de l'Équipement.

Rezé donne l'exemple: 2 000 élèves pour 1 200 places prévues: le lycée Jean Perrin a mauvaise mine. Les slogans ne manquaient pas de précision. Ainsi, celui-ci: «Jospin des moyens, les lycées en ont besoin!» qui révèle une grande lucidité.

Il est vrai que les discours, les sirops, les déclarations d'intention ne changent rien à l'affaire, et que les conditions de l'enseignement dans les lycées sont misérables, ringardes et insupportables.

L'armement nucléaire et classique bénéficie d'un budget haut de gamme. L'enseignement (classique et technique) ferait son profit de milliards de francs gaspillés dans une politique stérile, vieillotte et agressive. Avec une volonté claire de lutte pour la paix, on favoriserait efficacement la lutte pour l'école.

Les lycéens, dans des sensibilités, des formes, et des humeurs très variées, ont signifié sèchement à Jospin et à l'Élysée que les promesses télévisées ne règlent rien. Les sardines (puiqu'ils se nomment ainsi eux-mêmes) ont choisi ainsi d'un bon pas le bon chemin: celui de la lutte. Et s'il y a conflit, ce n'est pas celui des générations: aucune banderole ne demandait le financement de leurs revendications par la réduction des retraites de leurs grands-parents...

UNE MILITANTE COMMUNISTE HONORÉE



Cécile LESSIEUR, présidente Ravensbrück, remet la Légion d'honneur à Renée LOSQ.

Notre camarade Renée Losq, ancienne déportée résistante à Ravensbrück, a été élevée au grade d'officier de la Légion d'Honneur à la veille des cérémonies des fusillades de Châteaubriant.

C'est Cécile Lessieur, présidente de l'Amicale de Ravensbrück, qui devait remettre à Renée sa décoration.

La cérémonie se déroulait en présence de la famille de Renée, de ses camarades de l'ARAC, et des rescapés de Ravensbrück, de la FNDIRP et de la cellule de Sainte-Luce du PCF, ainsi que de Joël Busson, secrétaire fédéral.

Très émue, Renée évoquait les heures sombres de l'occupation et la part que naturellement elle avait prise à la Résistance comme de nombreux militants communistes dont son mari, qui, arrêté dans la même période, était fusillé au terrain de Bâle.

A la libération des camps, de retour à Nantes, Renée reprenait le combat, militant au PCF jusqu'à aujourd'hui, à l'UFF, à la FNDIRP...

Discutant avec elle cette semaine, elle tenait à nous faire part de son indignation devant la campagne de haine dont notre parti est la cible.

VERTOU

DEJOIE: LIBERTÉ OUI!

MAIS PAS DANS SON CONSEIL MUNICIPAL

Au dernier Conseil municipal du 18.01.90., sur la question concernant une subvention en faveur de la Roumanie, l'Elu communiste, Michel Gouty, dès le début de son intervention (après celles du Socialiste et du Sénateur-Maire) fut brutalement interrompu par M. Dejoie et celui-ci l'empêcha de continuer ses propos.

L'Elu communiste après avoir protesté contre cette atteinte à la liberté d'expression et à l'exercice de son mandat municipal, quitta immédiatement la séance.

Il est à noter que les élus socialistes ne manifestèrent aucune réaction de protestation. Comment réclamer la liberté ailleurs et ne rien faire, voire encourager sa mise en cause dans l'assemblée municipale de Vertou?

L'autoritarisme de M. Dejoie n'est pas à son coup d'essai, à l'égard de l'Elu Communiste: interruptions fréquentes... menaces d'interdiction de parole, censures totales dans les procès verbaux des Conseils municipaux et de commissions.

Faut-il que l'Elu communiste soit dérangeant pour étouffer au Conseil municipal toute voix discordante.

En réalité, M. Dejoie utilise les méthodes antidémocratiques qu'il dit condamner ailleurs.

Pour l'Elu communiste, rien ne le détournera de son action pour la défense des intérêts des Vertaviens et il n'est pas question d'accepter une telle situation. Michel Gouty a adressé une lettre au Sénateur-Maire et aux élus socialistes qui a été publiée dans la presse et diffusée en tract à la population.

Secours Populaire Français

Un camion pour la Roumanie

Le 29 janvier, un camion part de Loire-Atlantique pour la Roumanie ou plus exactement à Buzau et Focsani. Camion chargé de vivres, sucre, lait maternisé, couvertures, médicaments ainsi que du matériel pour équipement d'une maternité à Focsani. Vous pouvez envoyer vos dons en argent au 13, rue du Maréchal-Joffre - CCP 576 01 U Nantes.

Le Secours Populaire remercie les personnes qui ont aidé pour cet envoi.

NECROLOGIE

Gérard, le fils de notre camarade Marie SUTEAU de Bellevue à Nantes, est décédé.

Dans ces moments douloureux, nous assurons notre camarade Marie SUTEAU de toute notre amitié et lui adressons, ainsi qu'à sa famille, nos sincères condoléances.

«NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ»
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social: 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E.: 5120
Gérant: M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef: Jean PERRAudeau
Associés à parts égales:
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-Y. COUPEL
Gilles BONTEMPS
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52987

DEUX CAR-FERRIES POUR ST-NAZAIRE, UNE EXIGENCE A FAIRE GRANDIR

Avec 9 navires, représentant 11 millions de tonnes en commande, le plan de charge des Chantiers de l'Atlantique peut être considéré comme correct.

Cependant, il faut noter qu'il s'agit d'un carnet comprenant un nombre important de petits navires, souvent répétitifs. Cela conduit à une sous-charge de travail dans les bureaux d'études, dès le premier semestre 1990.

Il est donc urgent de prendre dès maintenant de nouvelles commandes.

L'appel d'offres de la B.A.I. pour la construction de deux car-ferreries constitue l'opportunité qu'il faut absolument saisir.

Alors pourquoi, à nouveau, les tergiversations et le manque d'empressement de la direction des Chantiers pour répondre.

Il s'agit de 3 à 4 millions d'heures de travail. C'est important.

C'est autant de chômage en moins pour la région.

Il s'agit de tout faire pour que cette commande revienne à St-Nazaire et non à l'étranger. La direction avoue elle-même qu'elle peut prendre les deux car-ferreries en respectant les délais, sauf, ajoute-t-elle, si elle prenait une nouvelle commande de paquebot.

Ce serait un comble, qu'après avoir réduit les effectifs de 35% (2500 emplois liquidés) la direction des Chantiers de l'Atlantique ne soit pas en mesure de répondre aux commandes qui se présentent.

Déjà, grâce à l'action entreprise par la CGT et le parti communiste (voir les précédentes éditions des «Nouvelles») des points ont été marqués. Ce sont des appuis pour aller plus loin et gagner cette commande comme a été gagnée celle du car-ferry «Bretagne».

Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, était le 16 janvier dans le département.

Profitant de son passage à la mairie de St-Nazaire, Jean Perraudon est intervenu auprès de lui pour que les deux car-ferreries soient construits à St-Nazaire. Le ministre a assuré qu'il allait s'informer et suivre cette affaire.

Mais pour reprendre une expression qui peut s'appliquer aux activités maritimes, il est conseillé de «ne pas désarmer».

Sur proposition de la CGT, le Conseil Economique et Social de Bretagne s'est prononcé à l'unanimité pour la construction des deux bateaux par les chantiers nazairiens.

MANQUE DE CLARTÉ ?

Les travailleurs de la Navale viennent de mener une grande lutte. A ce propos, on peut lire dans un titre du journal des élus socialistes et républicains de Loire-Atlantique (déc. 89) :

«Les problèmes de fond demeurent».

Entièrement d'accord puisque sur les questions essentielles, notamment les 1500 F, le patron n'a pas cédé. Mais ensuite la lecture de l'article nous laisse sur notre faim. Plus, certains passages sont particulièrement équivoques. Ainsi il est écrit :

«...Après six semaines de perturbations, désorganisant les travaux sur le paquebot... elle (la direction) prononce le lock-out partiel le 30 octobre pour «raisons de sécurité sur des personnes et des biens et entraves à la liberté du travail. Les syndicats réagissent en manifestant à la sous-préfecture de St-Nazaire et occupent les bureaux des Chantiers en provoquant quelques dégâts matériels.»

L'ouverture de négociations se fait de plus en plus improbable...».

Cela veut-il laisser entendre que les salariés sont des perturbateurs impénitents et que la direction, en fait, a eu bien des excuses vis-à-vis du lock-out et de son refus de négocier ?

Et puis, plus loin, on lit :

«...Mi-décembre, les salariés remettent une pétition à la direction «exigeant la réouverture de négociations salariales», au moment où la C.E.E. demande aux pays de diminuer leur aide à la construction navale à 20% du coût d'un navire...».

Alors, faut-il conclure qu'il n'est pas raisonnable de réclamer des augmentations de salaires alors que dans le même temps le C.E.E. veut réduire les subventions pour la Navale ? C'est du moins ce que peut laisser supposer ce dernier passage.

S'agit-il d'un manque de clarté de l'article ou est-ce, au contraire, particulièrement clair ?

L'ACTUALITÉ EN BREF - L'ACTUALITÉ EN BREF - L'ACTUALITÉ EN BREF

MINISTRE DÉFAILLANT

• 2000 lycéens dans les rues de Nantes

C'est un long cortège de lycéens qui a manifesté dans les rues de Nantes. Les 2000 jeunes ont protesté contre la surcharge des classes, le manque de places dans les cantines comme à Guist'hau, le chauffage insuffisant à Livet, etc.

Au cours de leur manifestation les lycéens se sont rendus à la gare SNCF et ont retardé le train «Corail».

Une façon comme une autre de dire qu'ils ne veulent pas rester à quai.

• Collège Jean de Neyman (St-Nazaire), contre la suppression d'un prof

Les parents d'élèves viennent de lancer une campagne de pétitions contre la suppression d'un poste.

Lionel Jospin fait l'unanimité contre lui.

• Collège Pierre Norange : trois postes menacés

La F.C.P.E. s'oppose au projet de suppression de trois postes pour la rentrée prochaine au collège Pierre Norange, alors que, situé dans une ZEP, ce collège devrait bénéficier de moyens supplémentaires.

Dès le mois d'octobre 1989, Jean-Louis Le Corre est intervenu auprès du ministre Jospin pour qu'il donne des moyens supplémentaires aux zones d'éducation prioritaires de Donges et St-Nazaire. Dans sa réponse, le ministre fuit ses responsabilités et renvoie aux «autorités académiques».

Les grandes «ambitions» du ministre se sont envolées. Mais les parents d'élèves vont lui rappeler.

ACTIONS POUR LA PRÉ-RETRAITE A ST-NAZAIRE

• A l'ex-mécanique (SEMT-PIELSTICK)

Pétitions, arrêts de travail : le personnel âgé de 55 et 56 ans exige l'ouverture de négociations «pour la mise en place d'une véritable pré-retraite avec des conditions décentes et des embauches équivalentes afin de rajeunir les effectifs».

A noter également que les charges de travail amènent la direction à faire appel à la main-d'œuvre sous contrats et à l'intérim. Des embauches définitives s'avèrent de plus en plus nécessaires.

• A l'Aérospatiale

La C.G.T. revendique «une pré-retraite aérospatiale» en substitution à la «pré-retraite du F.N.E.» qui s'assimile dans les faits à un licenciement. La C.G.T. rappelle sa proposition : départ dès 55 ans pour ceux qui le souhaitent avec 70% du salaire brut. Le financement de cette mesure, par l'Aérospatiale est possible en augmentant la valeur ajoutée de la société.

Voilà qui ne va pas faire plaisir à Claude Evin, puisque le gouvernement avec son X^e Plan qualifie les retraités de «privilegiés» et considère le recul de l'âge de départ à la retraite comme une nécessité évidente.

LES B.N.P. FRAPPENT A LA BONNE PORTE

Des employés de la Banque Nationale Populaire sont venus de Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire et des départements bretons, la semaine

dernière, pour exiger devant le siège social de la Banque à Nantes, l'ouverture de négociations sur les salaires et le maintien de l'emploi face à l'informatisation.

En cette période de «grand crû des profits», les B.N.P., bien informés, frappent à la bonne porte.

L'EQUIPEMENT SOUS-EQUIPÉ, ÇA SUFFIT

18000 suppressions d'emplois depuis 1984, dégradation des conditions de travail et du service public, 40% des salaires inférieurs à 5800 F par mois, c'est la réalité de l'Équipement.

2000 personnes de ce grand service public manifestant dans les rues de Nantes ont crié «ça suffit!».

Ils réclament le salaire de base à 6500 F, la revalorisation des classifications, l'arrêt des suppressions de postes et la création d'emplois.

LOIRE-ATLANTIQUE AGRICOLE

Le recensement agricole de 1988 fait apparaître la diminution de près d'un quart des exploitations en 9 ans.

Avec 18000 exploitations agricoles, dont 12500 à temps complet, la Loire-Atlantique est un des premiers départements français agricole. Pourtant le nombre d'exploitations a diminué de 22% en 9 ans puisqu'on en recensait 24400 en 1979. La superficie agricole utilisée a perdu 35000 ha. Notons que la surface totale du département est de 695600 ha.

Prairies et cultures fourragères occupent 334000 ha. Les trois-quarts de la superficie agricole sont consacrés à l'élevage. Septième département laitier, la Loire-Atlantique recense 176300 vaches laitières, soit 20% de moins qu'il y a 9 ans. Les pro-

ducteurs de lait sont passés de 13300 à 7500 alors que les livraisons de lait ont augmenté de 5%.

La politique agricole est passée par là.

LA SYNTHÈSE ET LES VRAIS PROBLÈMES

A quelques semaines du congrès de Rennes du P.S., les déclarations et petites phrases, parfois assassines, se multiplient entre courants et contre-courants et leurs différents chefs.

Mais qui va l'emporter de Rocard, Fabius, Jospin, Chevènement ou Poperey ? Difficile à pronostiquer.

Au plan national sept motions, aux dernières nouvelles, restent en présence. Elles sont cinq en Loire-Atlantique.

Malgré cela les militants de base doivent avoir beaucoup de mal à distinguer une véritable prise en compte des problèmes quotidiens, des conséquences de la politique actuelle, dont ils sont eux aussi victimes.

Le secrétaire fédéral, Charles Gautier, ne doute pas que la synthèse se réalisera à Rennes. «Le débat se fait sur les marges», déclare-t-il, montrant ainsi que les grandes questions qui préoccupent des millions de familles sont en quelque sorte évacuées.

Tous les travailleurs socialistes y trouvent-ils leur compte ?

Lionel Jospin a reconnu récemment sur Europe 1 que le P.S. est en crise, ajoutant que «tous les courants en portent la responsabilité».

L'alliance P.S.-centristes qui est en train de se réactiver, comme le montrent les entretiens Mauroy-Soisson, ne sont pas de nature à lever les inquiétudes du monde du travail, ni à atténuer les problèmes internes au sein du P.S.

AVEC LE SECOURS POPULAIRE

Le Secours Populaire Français organise le samedi 10 février une séance récréative pour les personnes de plus de 55 ans, aux faibles ressources. Un colis repas sera remis aux participants.

Toute personne bénéficiaire du F.N.S. ou de moins de 3000 F mensuels peut s'inscrire à la permanence du 22, quai Ernest-Renaud à Nantes (tél 40.69.24.02), les mardi et jeudi de 14h à 17h30. (Se présenter avec des justificatifs de ressources).

Il est possible de s'associer à cette initiative en apportant son concours à l'organisation de cet après-midi ou en versant vos dons au S.P.F. (CCP 576-01 U Nantes. (Indiquer : personnes âgées).

PAIX et ENVIRONNEMENT Conférence-débat

organisée par le MOUVEMENT DE LA PAIX

avec

Jean-Yves GUEZENNEC

Ingénieur au CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique)

Secrétaire du MNLE

(Mouvement National de Lutte pour l'Environnement)

VENDREDI 26 JANVIER 1990

20 h 30

Maison du Peuple - Salle E
SAINT-NAZAIRE

AGIR POUR LA SÉCU 1^{er} février à SAINT-NAZAIRE avec le Comité régional C.G.T.

Les 5 Unions Départementales CGT des Pays-de-Loire ont décidé de faire du 1^{er} février un rassemblement de masse à Saint-Nazaire, des actifs, retraités, pensionnés, mutualistes pour la défense de la Protection Sociale.

Le gouvernement Rocard et son ministre Evin veulent, en effet, à la rentrée parlementaire de printemps (avril), porter un coup décisif pour casser le système de protection sociale des Français, acquis par des décennies de luttes sociales, qui fait que chaque individu est à égalité de droits pour se soigner.

Tous les gouvernements depuis De Gaulle n'ont pu supporter cet acquis des grandes luttes sociales de la Résistance.

Rocard et Evin, pressés par le patronat, sont atteints par une frénésie de casse, de tout ce qui touche à la protection sociale : que ce soient les retraités, la famille, la santé, l'hôpital public.

Ainsi, la dernière décision de Claude Evin de faire que la Sécu ne rembourse plus les préparations pharmaceutiques, avec les conséquences sur les traitements homéopathiques, va toucher de façon importante les soins des enfants, des personnes âgées, des maladies à traitement long.

Ainsi plus nous payons et moins nous sommes remboursés.

En dix ans : les cotisations salariales ont augmenté de 71,06 % ; ce qui n'est pas remboursé est passé de 14,7 à 18,8 % ; depuis 1983, les prestations familiales ont perdu plus de 10 % de leur pouvoir d'achat ; depuis 1983, les retraités ont subi une perte de plus de 15 % ; le droit à la retraite à 60 ans est menacé, tout comme les 20 % de retraite complémentaire ; dans le même temps, le gouvernement fait de larges cadeaux aux entreprises, c'est plus de 20 milliards sous forme d'exonérations sociales et une baisse de 4,74 % des charges en 10 ans.

Le Comité Régional CGT, en décidant de faire ce puissant rassemblement du 1^{er} février à Saint-Nazaire où Evin a été élu député, veut lui faire savoir que toute la CGT, avec les assurés, mettra ses forces pour arrêter la casse de ces décennies de luttes.

La CGT a d'ailleurs décidé de faire au mois de mars des actions nationales puissantes pour la Protection Sociale.

Le 1^{er} février, François Duteil, secrétaire confédéral, fera une déclaration de portée nationale qui sera le point de départ de cette campagne de luttes de la CGT avec les assurés sociaux.

● Une protection sociale de haut niveau c'est possible à condition de financer efficacement.

● Socialement, c'est un droit.

● Economiquement, c'est rentable.

● Il y a là le lien étroit entre la Sécurité Sociale, son financement avec les salaires et l'emploi.

● La revendication du SMIC à 6500 F y répond.

● 1 % d'augmentation des salaires = 8 milliards pour la Sécu.

● 100 000 emplois = 5 milliards pour la Sécu.

● 13,6 % de cotisation des revenus du capital = 40 milliards pour la Sécu.

Le 1^{er} février, actifs, retraités, pensionnés, chômeurs, toutes et tous, avec la CGT, venez dire à Claude Evin et à ses amis :

« Pas touche à la Sécu, elle nous appartient. Nous exigeons une vraie protection sociale, de vraies pensions et retraites ».

Guy TEXIER,

Secrétaire du Comité Régional CGT.

L'AÉROSPATIALE A DES AILES, PAROLES DE MARTRE, MAIS...

Le groupe aérospatial va fêter son 20^e anniversaire avec un chiffre record de commandes : 66 milliards en 1989. C'est ce que vient d'annoncer son P.D.G., Henri Martre.

Le chiffre d'affaire atteint 31,5 milliards, en progrès de 12,5 % par rapport à 1988. Et, précise-t-il : « il devrait encore progresser ces prochaines années pour atteindre 44 milliards en 1992 ».

Par rapport à un éventuel transfert d'une chaîne de production de l'A 321 en R.F.A. (Hambourg), M. Martre se veut rassurant. Mais il n'apporte aucun démenti officiel. Au contraire, il annonce aussitôt, après que des études sont en cours, « pour analyser le problème de fond » et il n'exclut pas le montage de la chaîne dans la ville allemande.

Comme on le voit le danger se précise.

Le PDG se targue ensuite d'avoir réalisé 1300 embauches en 1989. Mais on est bien loin du compte. La productivité, selon lui, a été multipliée par 3. Et il y a, ce qu'il ne précise pas, des abandons de productions et de technologies. Une sous-traitance archi-gonflée, un repli au profit de l'Allemagne.

Comme nous le signalions dans un précédent numéro des « Nouvelles », il est indispensable que les salariés des établissements de Nantes et de Saint-Nazaire se rassemblent pour exiger :

— le transfert de l'ATR à Saint-Nazaire,

— le lancement rapide de l'A 321,

— la 2^e chaîne A 320-321 à Toulouse.

Bien malgré lui, le PDG en montre la nécessité.

OUI AU DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS PUBLICS, PORTER LE V.T. A 1,75 %

Les transports publics dans l'agglomération nantaise sont au centre des projets actuels du S.I.M.A.N. avec pour perspective leur développement à l'horizon 2000... Les Communistes de l'agglomération ont déjà eu l'occasion de faire des propositions quant à la conception qu'ils en ont. C'est ainsi qu'ils ont mené une grande bataille pour porter le versement transport patronal (V.T.) à 1,5 %.

Après la réunion des sections de l'agglomération nantaise, ce début janvier, les Nouvelles ont fait le point sur ce dossier avec Michel Rica, secrétaire de la section de Nantes du Parti Communiste Français.

NLA : Pour partie le financement des transports publics de l'agglomération nantaise provient du versement transport patronal, les contribuables et les usagers intervenant également par le biais de la participation des communes et de la tarification.

Seuls les communistes se sont opposés à l'abaissement progressif de taux du versement patronal ces dernières années et depuis plus d'un an se sont battus pour qu'il soit à nouveau porté à 1,5 %.

Qu'en est-il aujourd'hui des déclarations des uns et des autres reconnaissant la nécessité de cette augmentation ?

Michel Rica : L'an dernier, les communistes de l'agglomération nantaise ont contrecarré par leurs actions, un mauvais coup de la droite, qui envisageait avec la complicité du Parti Socialiste, la poursuite de la baisse du versement transport de 1,25 % à 1,20 %.

Je voudrais rappeler qu'en 1986, les élus de la droite et du Parti Socialiste avaient voté la baisse du versement transport de 1,50 % à 1,40 %. En 1987, la droite avait déjà ramené le taux de 1,40 % à 1,30 %.

A cette époque, les élus socialistes par leur abstention, laissaient la droite agir.

En 1988, ils votèrent avec les élus communistes contre une nouvelle baisse du taux qui passait de 1,30 % à 1,25 %.

Cette politique et ces votes ont entraîné une perte de 30 millions de francs par an, pour le service public de transports.

NLA : Depuis plus de six mois, le SIMAN est dirigé par une majorité d'élus socialistes et communistes.

Pourquoi à ton avis, la décision de porter le versement transport à 1,5 % n'a-t-elle pas été prise ?

Michel Rica : Il existe effectivement une majorité politique pour obtenir l'augmentation du versement transport et les élus s'appuyant sur l'exigence exprimée par les Nantais et aussi par les salariés de la SEMITAN, à travers la signature des cartes-

pétitions, ont dès le début prôné cette décision.

Pour la première fois, la nouvelle représentation au SIMAN va être appelée à examiner le budget 90 des transports et par conséquent le taux du versement patronal.

La droite n'ayant plus la majorité au SIMAN, rien ne devrait donc s'opposer à l'augmentation du versement patronal pour les Transports.

Pour ce qui les concerne les Elus Communistes agiront dans ce sens.

NLA : L'horizon 2000 revient beaucoup dans les projets d'agglomération du SIMAN particulièrement concernant le développement des transports pour lequel un projet de schéma directeur est à l'étude.

Qu'en penses-tu ?

Michel Rica : On parle de l'Horizon 2000, c'est vrai.

Pour les transports d'une grande agglomération comme Nantes, il est en effet indispensable de répondre aux besoins présents comme aux besoins à venir. Pour nous : les transports dont le tramway ne doivent pas être une vitrine alléchante en période électorale, mais la réponse aux problèmes de déplacement des gens, au développement des quartiers, des zones d'emplois, des questions d'urbanisme, de sécurité routière, etc.

Nous envisageons cela dans le cadre d'une extension des moyens de transport eux-mêmes, en complémentarité avec la S.N.C.F. (T.E.R. ou omnibus). A ce sujet, les chemins communistes ont un certain nombre de propositions pour utiliser les voies ferrées existant autour de la ville et dans la ville.

NLA : Le financement des transports publics constitue donc bien un enjeu politique important.

Comment les communistes nantais envisagent-ils et pour mettre en œuvre quelle politique vis-à-vis aussi bien du service public lui-même que des salariés de la SEMITAN.

Michel Rica : A l'heure où l'on parle de plus en plus des 1,5 %, nous craignons que pour certains, cela ne constitue qu'une démarche de substitution face au désengagement progressif de l'Etat auquel nous assistons. Cette attitude est d'ailleurs confirmée par les encouragements du ministre Delebarre au relèvement par les agglomérations des versements transports (allant jusqu'à porter le taux maximum à 1,75 %).

Dans notre agglomération, ce sont bien les usagers et les salariés du service public qui ont fait les frais de cette politique de désengagement notamment par l'augmentation de la tarification alors qu'on diminuait comme nous l'avons vu, la part patronale, avec des conséquences financières pour les usagers, dégradation du service et de la sécurité, pression sur les salaires et les conditions de travail des employés de la SEMITAN.

Les Communistes pensent qu'il n'est pas juste de répondre aux besoins légitimes des gens par une hausse des tarifs. Il s'agit bien en revanche de porter au niveau qu'il convient, le taux du versement transport patronal. Nous nous prononçons donc pour qu'il soit porté à 1,75 % compte tenu du retard considérable pris au bénéfice des patrons et au détriment du service public.

Les usagers ont raison de réclamer un service de qualité, sûr et moderne. Les salariés de la SEMITAN ont raison de se battre pour revaloriser leurs salaires, augmenter les effectifs et exiger plus de formation. Alors nous le disons avec force : oui, assez de tergiversations, le versement transport à 1,50 % devrait être une réalité et le porter à 1,75 % devient un besoin de plus en plus urgent.

Aujourd'hui, nous possédons un outil qu'il faut développer, rendre vraiment moderne pour qu'il puisse correspondre aux besoins d'une grande agglomération comme la nôtre.

ANDRÉ MORICE EST DISPARU

Malgré l'attitude de respect que nous avons devant la mort, nous ne nous joindrons pas au concert de louanges qui entoure la disparition de Monsieur André Morice.

La bourgeoisie se veut reconnaissante à l'un des siens. Pour cela, elle gomme ce qui la gêne, ne voulant laisser à l'histoire que sa version des faits.

Morice ne fut pas seulement le ministre de la ligne électrifiée qui porta son nom, en Algérie, pas seulement le soutien à l'Algérie Française. Il fut aussi un ministre de la

censure qui avait interdit, entre autres, la sortie du film « Bel Ami » de Louis Daquin. Son nom fut aussi cité à propos du mur de l'Atlantique.

Il fut l'un des précurseurs de l'alliance droite-PS (le centrisme), qu'il mit en application à la mairie de Nantes en 1965.

Pour faire une biographie plus proche de la vérité historique, « Presse-Océan » avait à sa disposition la collection de la « Résistance de l'Ouest » de janvier 1946 à juin 1958.

Une pensée profonde du disparu :

« Il faut tendre de plus en plus à l'intégration du travailleur dans le système capitaliste libéral », qui prend tout son relief aujourd'hui.

DERNIERE MINUTE

Le Préfet de Loire-Atlantique avait décidé de raccourcir la période de chasse. Une manifestation était prévue le 27 janvier par l'Association des chasseurs de gibiers d'eau et l'Association Départementale des chasseurs.

Le Préfet s'est incliné et la manifestation supprimée. Nous y reviendrons.